

# Grèce : SYRIZA bis ou la tentative nouvelle de tromper le peuple

- Actualité politique internationale - Europe - Grèce -

Publication date: samedi 5 septembre 2015

## Description:

Le faux dilemme « mémorandum-antimémorandum » a permis à SYRIZA de s'emparer des idées, pour tromper les forces populaires, en promettant que le peuple pourrait être épargné des mesures anti-ouvrières dures tout en restant à l'intérieur du cadre de l'UE et de la voie de développement capitaliste, en promouvant la demande d'une réduction d'une partie de la dette de l'État, à donc accepter, en substance, que la dette créée par les gouvernements de la ploutocratie devrait être payée par le peuple.

Article de la Section des relations internationales du Comité central du KKE.

27.08.2015

Traduction légèrement revue par la rédaction d'Alger républicain

---

**Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés**

---

Une discussion se déroule au sujet des forces politiques qui se sont récemment détachées de SYRIZA et qui ont annoncé la création d'un nouveau parti, l'Unité populaire (UP). Le Secrétaire général du Comité central du KKE, Dimítris Koutsoumpas, en référence à ce développement, a souligné que « *le même scénario ne doit pas être répété au détriment du peuple. En tout cas, la copie est généralement pire que le film original.* »

## Le système utilise sa « réserve de gauche »

Afin de comprendre les derniers développements politiques en Grèce, il convient de mentionner certains faits au sujet de l'histoire de SYRIZA.

SYRIZA s'est constitué comme union de différents groupes opportunistes, autour de Synaspismos noyau principal, autrement dit des forces influencées par les idées de Gorbatchev qui ont quitté le KKE dans les années 1990, après avoir tenté en vain auparavant de parvenir à la sociale-démocratisation et à l'auto-liquidation organisationnelle du KKE. Ces forces ont été rejointes par celles qui avaient quitté le KKE en 1968 sous l'influence du courant euro-communiste opportuniste.

**Le programme de Synaspismos a toujours été un programme de gestion social-démocrate, à travers les réformes.**

Depuis le début des années 2000 et au cours des années qui ont suivi, en particulier après l'assimilation des différents groupes (trotskistes, maoïstes, etc.) et la transformation de Synaspismos en SYRIZA, ce programme social-démocrate a été astucieusement enveloppé sous un emballage « *radical* », « *anti-système* », « *mouvementiste* », qui s'est renforcé après 2010 avec le déclenchement de la crise économique capitaliste. La signature des accords anti-populaires (mémoires) des gouvernements du PASOK et ND avec les organisations impérialistes (UE, FMI, BCE), qui ont été accompagnés par des mesures anti-populaires dures, a abouti à l'adoption par SYRIZA de la ligne floue « *anti-mémoire* ». **Dans le même temps, l'effondrement rapide du social-démocrate PASOK a conduit à l'absorption de nombreux cadres de ce parti par SYRIZA. Le faux dilemme « *mémoire-antimémoire* » a permis à SYRIZA de s'emparer des idées, pour tromper les forces populaires, en promettant que le peuple pourrait être épargné des mesures anti-ouvrières dures tout en restant à l'intérieur du cadre de l'UE et de la voie de développement capitaliste, en promouvant la demande d'une réduction d'une partie de la dette de l'État, à donc accepter, en substance, que la dette créée par les gouvernements de la ploutocratie devrait être payée par le peuple.**

Dans le cadre de la recomposition de la scène politique en 2012, SYRIZA a été soutenu par une section de la classe bourgeoise et a énormément augmenté sa force électorale, en remportant la victoire aux élections de janvier 2015. Il a formé un gouvernement avec un autre parti, ANEL, dont le noyau de base est issu du parti conservateur ND et avait des tendances nationalistes.

Après 6 mois de gouvernement SYRIZA-ANEL, les Grecs sont confrontés à un nouveau mémoire, le 3e, qui comprend de nouvelles mesures anti-ouvrières et anti-populaires.

## Slogans de « gauche » au service du capital

Si une chose a été démontrée, de la manière la plus flagrante, par les développements de ces derniers mois en rapport à SYRIZA et à sa gouvernance bourgeoise, c'est la faillite complète de la ligne politique qui prétend pouvoir servir à la fois les monopoles et le peuple. Qu'il peut servir les intérêts du peuple, tout en étant un gouvernement bourgeois, à l'intérieur de l'Union européenne et des alliances impérialistes et dans des conditions de barbarie capitaliste. Le nouveau massacre du peuple grec, de la classe ouvrière et des familles populaires arriva avec la signature du gouvernement de coalition SYRIZA-ANEL, qui a prouvé qu'il était un digne successeur du gouvernement de coalition ND-PASOK, en obtenant les votes des autres partis bourgeois (ND, PASOK, Potámi).

Parmi les mesures du 3e et plus insupportable mémorandum se trouvent de nouvelles réductions dramatiques des salaires et des pensions, des changements négatifs dans les relations de travail, une nouvelle série de charges fiscales, la réduction des services de santé et d'éducation et des prestations sociales, de nouvelles privatisations, ainsi que le coup de grâce au détriment des agriculteurs pauvres et des travailleurs indépendants. Et dans le même temps, les mémorandums précédents et les 400 lois d'application anti-populaires seront maintenus.

Face à la révélation et à la faillite de la nouvelle social-démocratie au cours de ces quelques mois, que le KKE avait prédite avec précision et contre laquelle il avait mis en garde le peuple, il est évident que le système politique bourgeois a besoin de créer de nouveaux obstacles à la radicalisation du peuple.

**Ainsi, le scénario qui s'est déroulé de 2012 à 2014 avec SYRIZA comme protagoniste se répète en Grèce maintenant avec l'« *Unité Populaire* »,** récemment formé par P. Lafazanis, qui était jusqu'à récemment Ministre de l'énergie du gouvernement SYRIZA-ANEL. Le groupe parlementaire ainsi dénommé qui a émergé le vendredi 21 août après le retrait des 25 députés de SYRIZA cherche à être le précurseur d'une nouvelle formation politique destinée à être utilisée pour piéger les militants radicaux, de gauche, qui dans les années précédentes se faisaient des illusions sur SYRIZA, sur son gouvernement et la possibilité qu'il ouvre la voie à une perspective pour le pays en faveur du peuple. L'UP a opté pour le retour à la monnaie nationale et régurgite des positions et propositions néo-keynésiennes, que SYRIZA avait utilisées ces dernières années pour nourrir des illusions sur une gestion de gauche du capitalisme en faveur du peuple.

## Champions de la tromperie

Cette scission de SYRIZA a été menée par des forces qui occupaient les postes de ministres principaux du gouvernement SYRIZA-ANEL. Ils ont mis en oeuvre précisément les décisions contenues dans les deux précédents mémorandums et ils ont accepté sans protester toutes les décisions qui ont préparé le terrain au 3e et plus douloureux mémorandum.

Ces forces qui existaient déjà à l'intérieur de SYRIZA en tant que sa « *plate-forme de gauche* » ont accepté l'accord du gouvernement avec l'UE, la BCE et le FMI, le 20 février, qui prévoyait la mise en oeuvre de toutes les mesures anti-ouvrières des précédents mémorandums et la satisfaction de toutes les exigences du grand capital.

Durant toute cette période, ils ont accepté les propositions du gouvernement présentées à la troïka pour un nouveau mémorandum avec des mesures anti-ouvrières douloureuses. Il est révélateur qu'ils n'aient pas fait tomber le gouvernement SYRIZA-ANEL avant l'adoption du mémorandum barbare et qu'ils ont continué à donner des assurances claires qu'ils appuyaient le gouvernement en dépit de leurs désaccords ... jusqu'à ce que le Premier ministre Tsipras annonce la démission de son gouvernement ...

Ces forces étaient silencieuses lorsque le gouvernement SYRIZA-ANEL promettait aux États-Unis et à l'OTAN une nouvelle base militaire dans la mer Égée, et quand leur gouvernement a tenu des manoeuvres militaires conjointes

avec l'Israël, quand il a voté pour la poursuite des sanctions de l'UE contre la Russie, et quand le ministre de la Défense a déclaré que le pays va participer à toutes les activités impérialistes de l'OTAN et l'UE.

Maintenant, ils se présentent comme des ... « *conjoints trompés* » et comme les véritables représentants du « *radicalisme* » de SYRIZA et ils participeront de façon autonome aux élections le 20 septembre.

## Une Grèce capitaliste avec une monnaie nationale

Quelle est la proposition de cette force politique spécifique ?

Si SYRIZA jusqu'à maintenant promettait que la Grèce restera une partie de la zone euro, l'Unité Populaire (UP) parle d'une « *sortie ordonnée de l'euro, si nécessaire* ». Il ne pose cependant pas la question du retrait du pays de l'UE et de la voie de développement capitaliste. Pourquoi l'UP parle d'une « *sortie de l'euro, si nécessaire* » ? Comme le chef de l'UP, P. Lafazanis, a clarifié, avec un signe de tête et un clin d'oeil au capital, une telle sortie aura lieu dans le cas où l'économie capitaliste en a besoin afin de récupérer. **En outre, l'UP régurgite un certain nombre de mesures néokeynésiennes bien connues pour gérer le système, par exemple « la socialisation des banques afin qu'elles jouent un rôle dans le développement », en faisant valoir que les banques peuvent devenir des institutions de bienfaisance qui distribueront de l'argent de l'État sous la forme de prêts afin de soutenir la reprise capitaliste tant vantée.**

De cette manière, il sème des illusions parmi le peuple, dissimulant les lois fondamentales qui régissent l'économie capitaliste, qui exigent constamment de nouveaux « *sacrifices* » des travailleurs, la réduction des droits sociaux et du travail et la diminution du revenu de la population dans le but d'aider la reprise de la rentabilité du capital.

Enfin, l'UP parle de « *l'annulation de la plus grande partie de la dette de sorte que le pays puisse respirer* », en acceptant de cette manière, comme les autres partis du système, que le peuple soit responsable de la dette et doive la payer.

Les cadres de l'UP se réfèrent également au modèle « *d'autres pays en dehors de l'euro, qui vont très bien* ». Quels pays invoque le chef du nouveau parti opportuniste, Lafazanis ? La Grande-Bretagne, le Danemark, qui ne sont pas dans la zone euro ? Etre en dehors de la zone euro n'exclue pas la destruction des droits des travailleurs de ces pays. D'autres cadres invoquent quant à eux le Front national de Le Pen en France, les industriels italiens, une section du capital allemand ...

Que peut-il y avoir de commun entre les peuples de ces États, le peuple de la Grèce et ses espoirs dans la satisfaction de ses besoins et les objectifs de leurs exploités ? Ces objectifs qui se reflètent dans les propositions politiques en faveur du retour aux monnaies nationales, portent le « *manteau* » du radicalisme dans le but de tromper les peuples et de cacher leur véritable contenu anti-populaire. Cette opposition stérile entre « *euro ou drachme* » vise à cacher au peuple que la question fondamentale est que l'évolution du capital et de son pouvoir mène à la participation à l'UE et au système impérialiste. Le peuple doit les combattre et non s'aligner sur des sections du capital qui flirtent avec l'idée d'une monnaie nationale ou celle d'une alliance monétaire différente.

## Les nouvelles tentatives de tromper le peuple doivent échouer

L'effort pour mettre en place un SYRIZA numéro 2, maintenant que tous les doutes sur le rôle véritable du numéro 1 se dissipent, ne doit pas du tout être accepté par le peuple qui a déjà vécu le douloureux démenti de ses attentes. Il ne peut vivre de nouvelles déceptions et gaspiller à nouveau un temps précieux au détriment de ses intérêts.

Le peuple a fait son expérience. Il peut en tirer des conclusions. Il ne doit pas se laisser tromper de nouveau. Il ne peut y avoir de solution en faveur du peuple à l'intérieur du système capitaliste, avec l'alternance des gouvernements de la gestion bourgeoise. Il ne peut y avoir de solution sans une rupture avec la voie du développement capitaliste et le système impérialiste. Le peuple ne doit pas se laisser duper par ceux qui accordent la priorité à la reconstruction productive de l'économie capitaliste comme leur objectif principal et qui ont en effet beaucoup servi cet objectif en tant que membres du gouvernement. Tous ceux qui font un signe de tête et un clin d'oeil aux sections du capital qui flirtent avec l'idée d'une monnaie nationale ne peuvent pas emprunter un chemin autre que celui qui mène à la faillite du peuple. Il n'est pas important de savoir si cela est effectué au moyen d'un mémorandum ou non. Il n'est pas important si cela est effectué à l'intérieur ou à l'extérieur de la zone euro. Ce qui est important c'est que les efforts pour piéger le peuple dans un autre choix en faveur du capital doivent être contrecarrés.

Le peuple, les couches populaires pauvres qui ont une orientation militante, ne doivent pas se permettre d'être des spectateurs de la même comédie, de connaître de nouvelles déceptions. Aujourd'hui, ils peuvent placer leurs espoirs avec encore plus de certitude dans le KKE, à la fois à travers les luttes quotidiennes sur les lieux de travail et dans les quartiers ouvriers mais aussi lors des prochaines élections. Le KKE ne les a jamais trahies et n'a jamais abandonné le combat pour défendre leurs intérêts. Parce qu'il est la seule force porteuse de l'espoir en une alternative véritable, réaliste, qui consiste à rompre les liens avec l'UE et l'OTAN, à annuler de façon unilatérale la dette, à instaurer l'appropriation sociale de la richesse du pays, avec le peuple tenant les rênes du pouvoir.

**Article de la Section des relations internationales du Comité central du KKE.**

**27.08.2015**

**Traduction légèrement revue par la rédaction d'Alger républicain**